

FRANCO M'A DIT AVANT DE MOURIR:



Adolfo Suarez, nommé il y a un mois, est à 43 ans le plus jeune premier ministre d'Espagne. Il dirigeait le « movimiento », parti d'inspiration franquiste.

**«IL FAUDRA QUE
VOUS RÉTABLISSIEZ
LA DÉMOCRATIE»**

Pour la première fois depuis sa nomination par le roi Juan Carlos, le jeune Premier ministre espagnol, Adolfo Suarez, reçoit un journaliste, Philippe Ganier-Raymond, et lui dit comment il est et sera, pour l'Espagne, le gouvernement de l'espoir

Quand donc aura lieu le référendum ? Et le mot démocratie sera-t-il inscrit dans la question ? Ce mot, je l'ai déjà prononcé dans tous mes discours. Alors...

● C'était il y a un an. L'été espagnol, maussade, avait un goût de cendre : du vent, des averses du nord au sud, plus la certitude grandissante — au nom de quoi ? On n'en savait rien mais on le sentait trop bien — que Franco n'aurait aucune clémence pour les jeunes gens promis à la mort par ses juges militaires... Etait-ce à La Corogne ou bien à Madrid ? Qu'importe...

« Quinze jours avant le début de sa maladie, me dit Adolfo Suarez, le généralissime me reçut. Je l'avais vu très souvent, pendant de nombreuses années. Je dois dire que je conserve un grand respect pour son sens politique. Ce jour-là il me dit : « Désormais, il faut vous préparer à la bataille pour la démocratie... »

Franco, inspirateur de la nouvelle Espagne en marche vers la liberté ! Je fais répéter : « Oui, oui, la bataille pour la démocratie. Parfaitement. » Je note au passage que lorsqu'il s'agit de Franco, le visage rayonnant, explosant sous l'appétit de vivre de Don Adolfo Suarez Gonzalez, Premier ministre de Juan Carlos I^{er}, est brusquement traversé par les rides qui seront à jamais les siennes dans dix ans. Elles creusent le front, elles jaillissent à la commissure des lèvres.

Pourquoi mentirait-il ? Et pourquoi le Caudillo ne serait-il pas sorti de la scène politique et du monde des vivants sur une de ces pirouettes qui lui permirent, quarante ans durant, de flouer la terre entière ?

Le 14 août 1976, Adolfo Suarez nous a reçus les premiers parmi les journalistes. Ce fut d'abord, la veille, un très bref entretien, Paseo de la Castellana numéro 3, l'Hôtel Matignon de Madrid. Au bout de trois salons meublés de tables et de consoles inspirées de l'Empire et jonchés de tapis copiés de la Savonnerie, une porte s'ouvre. Un jeune homme strictement habillé en bleu nuit jaillit de derrière son bureau, s'arrache des lèvres la cigarette qu'il vient d'allumer et nous tend la main. « Encantado ! Que tal... » Bien, la poignée de main... Pas dure, pas brisante, pas froide, pas à la militaire, style passage de l'Ebre 1938 modifiée division Azul 1942. Pas molle non plus, pas glissante, pas mourante, dans le genre défroqué du franquisme recyclé à l'opposition démocratienne. Non, la poignée de main bien pleine avec le coude légèrement replié et la poitrine qui s'avance dans un mouvement typiquement castillan d'affection et de défi. Bon sang qu'il est jeune !

Nous savions qu'il avait 43 ans, nous ignorions qu'il en paraissait 35. (« Il faudrait

trouver de moi une photo officielle qui me donne mon âge. Il n'y en a pas. ») Il est en tout cas l'un des plus jeunes Premiers ministres d'Europe. Je songe à son prédécesseur Carlos Arias Navarro, accentuant comme à plaisir une sorte de voussure et parcourant, genoux légèrement fléchis, les travées des Cortes. S'il s'est produit en moins d'un an une révolution en Espagne, c'est bien celle-ci : finie la gérontocratie. A l'exception des militaires, la presque totalité des ministres d'Adolfo Suarez, choisis par lui, ont entre 40 et 50 ans.

Tout de suite, il précise : « Pas de déclaration politique. Ma première déclaration politique sera pour le peuple espagnol. » Allusion très nette, bien appuyée, au comportement de ses prédécesseurs, particulièrement du ci-devant ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne, qui avaient la manie de confier leur croquis futuriste de l'Espagne au « Times » de Londres. Il s'agira seulement de « charlas », substantif espagnol désignant un échange à mi-chemin entre la conversation et le bavardage. Durant deux jours, à maintes reprises, une barrière s'abaissera : « Ce que je vous dis c'est « off the record ». Mais des choses passeront entre les mailles étroites... Ceci, par exemple, tout de suite, qui concerne l'opposition.

La presse espagnole est remplie des récents entretiens entre Adolfo Suarez et le leader socialiste, le beau gosse andalou Felipe Gonzalez que l'opposition de gauche a envoyé en première ligne, à moins qu'il ait agi de son propre chef. Adolfo Suarez — qui a cette vertu des très grands acteurs latins de savoir sourire et parler à la fois — dit : « Il s'agit d'un homme d'une intelligence surprenante. Notre conversation a duré trois heures. Elle aurait pu durer toute



Au Conseil, près du roi, dont il est l'ami.

la nuit. Nous sommes tombés d'accord sur la presque totalité des problèmes. Cet homme est vraiment très subtil. Il a le sens de l'Espagne. Il s'agit d'un patriote authentique. »

Demain, il ajoutera : « Le grand problème que nous devons résoudre est le suivant : d'une part, il y a une opposition très active, très intelligente, mais qui n'a pas l'expérience du pouvoir ; de l'autre, il y a des gouvernants qui n'ont aucune idée de ce qu'est la vie des partis. Il s'agit de les faire travailler ensemble. Tout est là. »

Qui aurait imaginé, il y a un an, il y a deux mois, que, dans le saint des saints, le Premier ministre espagnol ferait un éloge dithyrambique du parti socialiste (P.s.o.e.), illégal il y a encore six semaines. On n'aurait pas osé. Pourtant, on me l'a dit, Adolfo Suarez c'est la Phalange, c'est l'Opus Dei. Nous nous retrouverons demain, tout au sud, dans la « finca » de fonction, posée comme une oasis rectangulaire sur le terril plat, sur le cratère sans volcan de la région d'Almeria, pauvre à en mourir, tout à l'extérieur de la ceinture dorée de la nouvelle Espagne.

On a parlé d'un play-boy. Il n'a rien du genre. Le dessin est trop net. Pas une veulerie dans les joues. Rien ne dépasse, pas même une mèche. Aucun bourrelet sous l'estomac (il est en maillot de bain). Il est dessiné, avec son menton en avant et ses cheveux plaqués, comme par un crayon feutre gros modèle. Un provincial superbe à la fois volubile et réservé. Bien plus qu'à Chirac, qu'à Kennedy, il ressemble, me semble-t-il, à Chaban-Delmas, au mieux de sa forme. Fragilité comprise. Je sais de lui ceci : qu'il est né à Avila, on le sait, derrière des murailles rouges, pas seulement matérielles, mais aussi spirituelles ; qu'il est fils de magistrat ; que, enfant, il vécut la pauvreté dorée avec ses quatre frères ; qu'à la mort de son père, il ouvrit un cours privé pour faire vivre toute la famille et que ses études personnelles s'en ressentirent (il ne parle vraiment aucune langue étrangère) ; qu'il aime Dieu.

« La religion, me dit-il, c'est pour moi fondamental. »

Dans le jardin, la famille se déroule comme une guirlande. Xaxier, Laura, Marianne, Adolfo, Sansolés. Leur mère, la très douce Amparo, un peu basque, qu'Adolfo épousa il y a quinze ans, ouvre ses grands yeux étonnés de femme du Nord, en disant :

« J'ignore comment il fait : il ne mange pas ; il ne boit pas ; il dort à peine. C'est un lutteur, mais j'ignore où il puise son énergie. »

Son énergie, Adolfo Suarez la puise en réalité dans la poussière rougeâtre de la Cas-



Il a épousé Amparo il y a quinze ans.

telle. C'est dur, dans les années 50, de faire une carrière administrative. Bien heureux quand, sous la protection de Carrero Blanco, on devient gouverneur de la province de Ségovie (1968), puis directeur de la radio et de la télévision espagnole (1969).

En mars 1975, Fernando Herrero Tejedor, parrain politique d'Adolfo Suarez et « président du Mouvement », le prend comme dauphin avant de mourir dans un accident de voiture. Suarez lui succédera à la tête du même « Movimiento ». La conversation se serre. La famille, très douce, s'écarte un peu.

— Vous êtes en quelque sorte le fils du Mouvement et de l'Opus Dei. Le Mouvement égale la Phalange...

— Et la Phalange égale les nazis. Je sais...

— Qu'est-ce que le Mouvement ?

— Vous n'allez pas me croire. Le Mouvement, pour moi, ce fut toujours une organisation à caractère essentiellement social. On y échangeait des idées, il y avait des cercles de jeunes, très libres et rien d'autre.

C'est assez vrai. Dans les cercles José Antonio, au plus profond des années 50, le mot démocratie a été prononcé et aujourd'hui il existe même une aile gauchiste de la Phalange.

Le 13 août, il n'est pas exclu que le jeune Xavier (dix-neuf ans), tué d'une balle dans la tête par un garde civil à Almeria, justement, alors qu'il commençait d'écrire quelque chose sur un mur, en ait fait partie. Et à cette sanglante occasion, on était bien

obligé de constater que de petites choses ont changé en Espagne : Adolfo Suarez a envoyé un message de condoléances à la famille. C'est dérisoire ? Oui, mais il reste que jamais Arias Navarro n'a rédigé le moindre mot de sympathie pour les familles touchées par les innombrables bavures de sa police. Adolfo Suarez, tout à fait détendu dans sa « finca », laisse entendre que, non, il n'est pas question que le parti communiste soit légalisé cette année. Quand je lui parle du retour de Santiago Carrillo et de la Pasionaria, manifestement, j'aborde un sujet secondaire. Il hausse un peu les épaules. « Ce sont, dit-il, de vieilles gens. Ils appartiennent à une époque révolue. Ils ne représentent plus rien de l'Espagne moderne. Officialiser leur retour ? Non. Parce que,

« Les gens d'« Alcazar » sont charmants, mais en matière de constitution, permettez-moi de vous dire que ce ne sont pas des experts. Les élections se feront. Il est vrai que d'après la Constitution, l'armée sera garante de la légalité. Mais c'est tout.

— Vous parlez d'élections. Quand donc aura lieu le référendum ? Et le mot démocratie, sera-t-il inscrit dans la question ?

— Le mot démocratie, je l'ai déjà prononcé dans tous mes discours. Alors...

— Quand, le référendum ?

— En temps et en heure.

— Quand ?

— Quand le roi et moi-même le jugeons bon. Nous autres, Espagnols, nous avons un souverain exceptionnel. Très intelligent. Très au fait des choses. Tout vien-



Dans leur finca andalouse, avec leurs cinq enfants : Sansolès, Laura, Adolfo, Xavier, Marianne.

pour nous, cela poserait des problèmes techniques de sécurité très graves. »

— Le parti communiste n'est donc pas un parti démocratique ?

— Dans notre peuple, le peuple espagnol, le parti communiste n'est toujours pas crédible. Il n'a pas encore fait la preuve qu'il était un parti démocratique. C'est ainsi... »

Je pose à Adolfo Suarez la question brûlante de l'attitude des militaires. Dans le quotidien phalangiste « Alcazar » d'il y a quinze jours, on rappelle que pour le cas où les Cortes et le Conseil du royaume seraient dissous par le roi, faute de se dissoudre eux-mêmes, l'armée, suivant la loi organique, deviendrait alors garante de la Constitution. En clair, elle prendrait le pouvoir, Suarez me répond, en riant toujours :

dra en son temps. Vous me comprenez, je pense...

— N'avez-vous pas le sentiment, M. le Président, d'assumer, en ce moment, la tâche la plus dure ?

— Absolument. J'en suis ravi.

— Et le pouvoir ? Qu'est-ce que c'est pour vous ?

Les bras s'ouvrent, le visage s'illumine, la cigarette meurt dans le cendrier.

— El poder ? Me encanta ! Le pouvoir ? Cela m'enchanté !... Il corrige aussitôt.

Adolfo Suarez, en quelque sorte, gauchit sa joie. Il ajoute avec la même allégresse : « Cela m'enchanté, oui, de présider au destin de mon pays !

— Vous avez dit que vous présidiez un gouvernement de transition. C'est très astucieux... (Suite page 51.)

SUAREZ

(Suite de la page 43.)

— Non. Non. Non. Ecoutez bien. J'ai dit et je répète que je dirige un gouvernement chargé d'effectuer la transition. Cela n'a aucun rapport... Il faudra vous faire à cette idée : l'Espagne fera désormais une politique dans laquelle la prise du pouvoir ne sera plus le but suprême. Nous ferons une politique normale, pour des gens normaux. En évitant les drames. L'Espagne, monsieur, vous étonnera. »

— L'armée est-elle un frein dans le processus démocratique ?

— Pas du tout. Vous êtes comme tout le monde. Vous vous faites des idées sur nos soldats. Je vais vous donner un exemple. Ce sont les militaires (il y a 33 généraux aux Cortès) qui ont eux-mêmes proposé l'amnistie pour les soldats condamnés sous motif d'association illégale !

Il pourrait ajouter que les seuls hommes du gouvernement précédent qu'il a conservés dans son cabinet, sont les officiers supérieurs : l'amiral Pita de Vega, le général Alvarez Arenas, le général Diaz de Mendivil. Mais Adolfo Suarez avait-il les moyens de les chasser ? La question reste posée. Puisque nous en sommes au chapitre des généraux, il me confesse toutefois qu'ils auraient bien pu être choqués par « l'absence de coordination du gouvernement précédent, son absence d'unité... Il n'y avait pas d'équipe. Les ministres tiraient à hue et à dia. Chacun avait sa petite idée sur l'avenir — pas nécessairement mauvaise d'ailleurs. Ils se déchiraient. Dans l'état où se trouvait l'Espagne, c'était dangereux ».

La voix de Suarez charrie les merveilleuses rocaïlles de la langue castillane. Langue envoûtante derrière laquelle peuvent s'abri-

ter le néant et le devenir.

— Pourquoi, à peine intronisé, êtes-vous allé voir Chirac ? Ici, cela a choqué.

— On a eu tort. Je crois aux dialogues d'homme d'Etat à homme d'Etat. Je crois aux contacts directs. Nous en avons été tellement privés !

— La démocratie, comment sera-t-elle possible ?

— Toujours grâce à Franco, grâce au desarrollo. » Au développement économique suscité par le vieux général. Il ajoute :

« La démocratie en Espagne, nous ne l'établirons pas pour vous faire plaisir. Pour faire plaisir aux Européens. Aux Américains. Nous la ferons pour les Espagnols. Et nous vous étonnerons. Mon peuple est très mûr, très conscient. La démocratie, comprenez-moi bien, ce n'est pas le cadeau d'un gouvernement. C'est un droit imprescriptible que notre peuple doit exiger. »

Etrange, comme en Espagne, à la même heure, on répète les mêmes choses, de l'extrême-droite à la gauche...

— Et les Basques ?

— Vaste problème. Qui ne sera jamais résolu par des mesures d'ordre public. Jamais. Je conçois très bien, dit Suarez, que les Basques, les Galiciens, les Asturiens, les Catalans aient leur drapeau à eux.

— Et leur langue ?

— Et leur langue...

— Passera-t-on le bachot en basque et en catalan ?

— Votre question — pardonnez-moi — est idiote. Trouvez-moi d'abord des professeurs qui pourront enseigner la chimie nucléaire en basque, en catalan, etc. Restons sérieux. Il faut briser le terrorisme du pays basque, ou plutôt le laisser se briser tout

seul. Vous savez comme moi que la E.t.a. 5 et la E.t.a. 6 sont complètement divisées. Il faut profiter de ces dissensions et négocier en même temps avec les partis modérés. C'est ce que nous essaierons de faire. Chaque chose en son temps.

Je lui demande : « Quel fut le plus grand problème que vous avez trouvé en venant au pouvoir ? Il répond : « Qu'on me laisse la tête froide. Qu'on ne m'empêche pas de traiter chaque problème en son heure. Que l'on n'agresse pas ma lucidité. » L'animal est robuste. « Celui-là, pour l'arracher au pouvoir, il faudra un démonte-pneu », m'a dit un ami madrilène qui le connaît bien. Et après ? L'Espagne de 1976 n'a surtout pas besoin d'un amateur.

— Dévaluera-t-on en septembre ?

Il rit. Il ne veut pas répondre.

Il rit encore quand je lui parle de l'Opus Dei, de son passé, son présent.

« Je me tue à hurler depuis dix ans que l'Opus Dei à laquelle j'ai appartenu n'est qu'une pieuse organisation. Rien de plus. Sans ramifications politiques ou financières.

— Je peux l'écrire ?

— Allez-y. Personne ne vous croira.

Le Premier ministre de Juan Carlos est un homme heureux.

« Souvenez-vous, quand le roi m'a choisi pour Premier ministre, j'avais tout le monde contre moi. Ici et à l'extérieur. Jusqu'au Figaro qui me crachait dessus ! Aujourd'hui, comme c'est étrange, la campagne est terminée. C'est ma première victoire. J'y tiens beaucoup. »

Peut-être en gagnera-t-il d'autres. En octobre. Quand l'opposition devra choisir entre l'automne chaud et la négociation avec les héritiers démocrates de Francisco Franco. PH. GANIER-RAYMOND ■